



**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 001/OLUCOME/01/2017 PORTANT SUR  
L'AMPLIATION DE LA FAMINE AU BURUNDI**

*« Le Gouvernement burundais en place doit réduire la mesure du fisc qu'elle utilise pour sucer le pauvre contribuable et augmenter celle utilisée pour les riches afin de lutter contre cette famine sans oublier de rompre avec la corruption et les malversations économiques et de tisser de bonnes relations avec ses partenaires techniques et financiers ».*

1. La crise politico-sécuritaire qui a secoué le Burundi depuis avril 2015 a occasionné des répercussions négatives sur l'économie du pays à tel enseigne que ce 19 janvier 2017, le Burundi vient de retourner dans la phase humanitaire avec un effectif de plus de 3 millions de sa population affamée dont plus d'un million d'elle peuvent mourir en cas de non-assistance urgent (rapport d'OCHA du 19 janvier 2017). En effet, en guise de rappel, le Burundi était en phase humanitaire en 2004 avec un taux de croissance négatif de -1,3%. De 2005 à 2010, le Burundi a progressé vers la phase de consolidation de la paix et timidement vers la phase de développement (CSLPI) avec un financement extérieur de plus 2000 milliards de Francs burundais. Le Burundi qui était classé parmi les 3 pays les plus pauvres et très endettés au monde a bénéficié l'allègement de la dette à la hauteur de plus 1000 milliards de fbu et le paiement de la dette sur le secteur privé de plus de 100 milliards de fbu pendant cette même période, le taux de croissance était de 4 %. De 2010 à 2015, le Burundi a vécu la phase de développement avec le financement de 5,5 mille milliards Fbu pour le CSLP II et le taux de croissance atteint a été de 4,7 %. Malgré toutes ces efforts de la communauté internationale, le Burundi est resté classé parmi les pays à faible revenu et fragile. Le taux de croissance est devenu négatif à la hauteur de - 4,1% en 2015. Actuellement, le Burundi revit malheureusement la phase humanitaire.

2. Les causes profondes de la crise qui a fait reculer l'économie du pays sous un cercle vicieux avancées par l'OLUCOME sont entre autres la mauvaise gouvernance politique et économique provoquée par un appétit insatiable de l'argent et du pouvoir des dirigeants politiques Burundais, le manque de vision de nos leaders politiques et l'intérêt personnel qui est toujours mis en avant par rapport à l'intérêt général. Suite à ces causes profondes, on ne peut plus parler au Burundi des droits de l'homme dans toutes ces formes.

3. Les statistiques macro-économiques confirment cette situation chaotique de famine vécue actuellement par les citoyens burundais. Selon le Programme Mondial d'Alimentation (PAM), l'insécurité alimentaire est alarmante : le Burundi arrive dernier.

---

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1<sup>er</sup> étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49

Site web: [www.olucome.bi](http://www.olucome.bi) BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

du classement selon l'Indice de la faim dans le monde de 2013. Près d'un ménage sur deux (environ 4,6 millions de personnes) souffre d'insécurité alimentaire, et plus de la moitié des enfants affichent un retard de croissance au Burundi (PAM, 2014 et 2016). Selon le Fonds Monétaire International, le taux de croissance économique du Burundi en 2016, a été de -0.5%, le taux d'inflation de 6,3%, le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant de 284 USD, l'inflation alimentaire de 13,8% au cours du dernier trimestre de l'année écoulée et la production industrielle de -7,2 % lors de ce dernier trimestre de la même année.

4. En 2015, l'indice de développement humain du PNUD a classé le Burundi le 184<sup>ème</sup> sur 188 pays évalués, l'ONG Transparency International a classé le Burundi en la même année parmi les 10 premiers pays les plus corrompus au monde alors qu'en 2006 il était le 36<sup>ème</sup> pays le plus corrompu du monde, et le classement de Doing Business révèle que le Burundi a perdu 5 places et il était respectivement 152<sup>ème</sup> en 2015 et 157<sup>ème</sup> en 2016 sur 190 pays évalués. En 2016, le pays a continué d'afficher une croissance négative, en raison de la fragilité de l'environnement politique, d'une consommation privée certainement affaiblie par une contraction de la production alimentaire imputable aux chocs climatiques, d'une saison sèche creuse plus longue que prévue et des migrations forcées (réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays). Aujourd'hui, à cause de ce désastre de la famine, certains citoyens fuient leurs régions vers d'autres tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Selon les données administratives de Gihanga et Musaga plus précisément à Kamesa, il y a deux semaines que huit personnes sont mortes à cause de la famine à Gihanga et deux enfants à Kamesa cette semaine écoulée.

5. Selon le rapport de OCHA publié ce 19 janvier 2017, le nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire immédiate, y compris l'accès urgent aux services essentiels de base et à des moyens de subsistance, a presque triplé entre février et octobre 2016, passant de 1,1 million à environ 3 millions de personnes. Toujours ce même rapport précise que les facteurs macroéconomiques, y compris le recul du soutien financier extérieur qui a entraîné des réductions budgétaires massives (dont l'éducation- 30%, la santé - 54%, les droits de l'homme - 65% et l'eau - 72%) ont considérablement entravé la prestation des services de base. Le pays compte aujourd'hui environ 7,3 millions de personnes (soit 65% de la population) vivant en dessous du seuil de Pauvreté. Le nombre de réfugiés burundais enregistrés dans les pays voisins a augmenté de plus d'un quart en 8 mois, passant de 247,000 en février à plus de 321,000 au mois d'octobre 2016. Selon les données fournies par OIM Tanzanie, le pourcentage de femmes qui quittent le pays est passé de 44% en février à 50% au mois d'octobre. Sur la même période, OIM Burundi, à travers la matrice de suivi des déplacements des populations (DTM), estime que le nombre de personnes déplacées Internes a augmenté d'un tiers passant de 85,000 à 111,000. Le montant urgent nécessaire pour assister ces personnes est de plus de 73 milliards de fbu.

6. Le comble de malheur, le Gouvernement vient d'afficher une fois de plus sa mauvaise habitude de sucer fiscalement le pauvre au détriment des riches. Pour cet

exercice 2017, le Gouvernement a ajouté sur certains produits de première nécessité et sensibles les montants de surtaxes respectivement à hauteur de 200

millions de Fbu pour la taxe anti-pollution sur les véhicules usagés de plus de 10 ans, de 100 millions de Fbu pour la surtaxe de 50% de la valeur en douane sur les sachets en plastique importés, de 150 millions de Fbu pour la surtaxe de 30% sur le lait liquide importé, de 400 millions de Fbu pour le prélèvement forfaitaire libératoire pour les agences en douane, d'un milliard Fbu pour les impôts locatifs, de 16 milliards de Fbu pour la téléphonie mobile, de 13 511 776 000 Fbu pour la taxe de consommation sur carburant, de 4 480 266 667 Fbu pour l'augmentation de la taxe spécifique sur le sucre, d'un milliard de Fbu sur la bière, de 343 millions de FBU pour les suppressions des exclusions prévues dans le secteur des assurances et de 140 millions de Fbu pour la réintroduction de la taxe à l'exportation des peaux brutes.

7. A côté de ces taxes, il existe d'autres taxes qui ne figurent pas dans la loi des finances de 2017 qui sont collectées à savoir la taxe de sécurité oscillant entre 500 et 2000Fbu, une taxe mensuelle à la Mairie pour les taxis vélos de 2000 Fbu, les contributions pour la construction des stades, la prochaine augmentation du prix de l'eau et de l'électricité de la REGIDESO alors qu'il y a deux ans que cette entreprise ait augmenté ses deux produits à plus de 350%. En décidant de rehausser ces prix d'eau et électricité à ce niveau, la REGIDESO avait précisé que ses clients ne manqueront plus de l'électricité. Cependant, ce 24 janvier 2017, cette entreprise vient d'annoncer le délestage de l'électricité avec toutes les conséquences qui en découlent à savoir la diminution de la production surtout pour les citoyens pauvres, l'augmentation des prix des biens et services demandant de l'électricité pour leur création, ... Rappelons que l'Etat et autres institutions publiques et privées ont refusé de payer des arriérés de 60 milliards Fbu qui risquent de causer à cette entreprise sa faillite d'une part et la REGIDESO fait supporter toutes ces charges aux ménages pauvres pour tenter de combler ce déficit .

**8. Ce fardeau de non remboursement des arriérés de la REGIDESO par certaines institutions et personnalités va bientôt être supporté par le citoyen pauvre.** L'Observatoire trouve que ce comportement de fuir le fisc ou certaines dépenses est devenu une habitude pour les dirigeants burundais car ils préfèrent fuir le fisc et le porter au dos du pauvre contribuable. Cela fut le cas, lorsque le Gouvernement avait accepté d'augmenter l'Impôt Professionnel sur revenu aux autorités, ces dernières n'ont pas tardé de sortir des décrets et arrêtés pour diminuer ou faire revenir cet impôt à la même mesure où il était.

9. L'Observatoire se demande également pourquoi le Gouvernement a supprimé le fonds stratégique pour le carburant prévu pour réguler le prix à la pompe mais qu'il a opté d'alimenter le Fonds social à la hauteur de 28 milliards Fbu que personne ne connaît pas comment il va être géré d'où l'OLUCOME présage qu'il serait un fonds créé pour remplacer le compte aux bonnes initiatives qui était géré à la Présidence

de la République. Autrement dit, ce fonds social va être géré sans aucune transparence.

10. L'OLUCOME considère que cette hausse de taxes aux citoyens mourant de faim ne va faire qu'empirer la crise sociale existante. **Etant donné que l'article 70 alinéa**

**3 de la constitution du Burundi stipule que « Tous les citoyens sont égaux devant les charges publiques ».....**, l'OLUCOME demande au Gouvernement de mener un dialogue franc et sincère avec les citoyens burundais sur cette problématique fiscale où le pauvre contribuable continue à supporter le riche alors qu'il devrait être le contraire.

11 .Enfin, l'Observatoire trouve que l'autre cause majeure de cette famine est l'accroissement disproportionnel de la démographie ( plus de 3%) par rapport à la production nationale (-0,5%), la balance commerciale déséquilibrée mais aussi la rareté de la terre, la crise politique persistante et l'arrêt des financements extérieurs suite à la dégradation des relations diplomatiques entre le Burundi et les pays partenaires. A cet effet, l'OLUCOME demande à toutes les parties en conflit au Burundi de mener un dialogue inter burundais inclusif et externe pour dénouer cette crise actuelle. Dans le cadre de cette même campagne précitée, l'OLUCOME demande aux partenaires techniques et financiers qui financent certains programmes d'exiger la traçabilité budgétaire au Gouvernement burundais et la transparence dans la gestion des fonds de l'AMISOM.

12. Si rien n'est fait allant dans le sens d'alléger cette misère extrême et cette famine à travers la réduction des taxes pour les pauvres citoyens et que les riches supportent plus par rapport à leurs charges fiscales à cette date conformément à l'article 70 alinéa 3 de la constitution du Burundi, l'OLUCOME va appeler la population à diminuer ou laisser purement et simplement de consommer certains produits dans le cadre de la continuité de sa campagne dénommée : « **Où as-tu tiré ta richesse ?** »



Fait à Bujumbura, le 25/01/2017

Gabriel RUFYIRI

Président de l'OLUCOME

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1<sup>er</sup> étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49

Site web: [www.olucome.bi](http://www.olucome.bi) BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

